Déclaration FO Airbus SAS - CSE-E du 28 mai 2025

Information et consultation sur les évolutions du règlement intérieur Airbus SAS et de ses annexes

Dans cette nouvelle version du règlement intérieur d'Airbus SAS que vous venez de nous présenter, nous notons favorablement l'introduction de **vêtements "haute visibilité" aux normes CE**. Cette nouvelle notion fait sens puisqu'elle permet d'élargir l'accès au site à toute la gamme de vêtements homologués existant sur le marché pour les deux roues et qui ne se limitent pas aux seuls "gilets".

FO se félicite donc de cette évolution qui répond à la demande d'un grand nombre de salariés "cyclistes"

S'agissant des nouvelles mesures visant à interdire l'accès au site Airbus SAS pendant les congés ou toute autres absences autorisées, **FO** considère cette mesure comme injuste car elle va à l'encontre des valeurs de l'entreprise qui promeut le sport et la culture pour le bien-être des salariés.

De fait, elle priverait brutalement un grand nombre de salariés des Activités Sociales et Culturelles (ASC) qui sont pour certaines pratiquées sur le site Airbus, notamment la section **Gym Yoga** ou la **Wellbeing** qui comptent à elles deux près de 1000 adhérents)

Se faisant, les salariés comprendraient difficilement de ne plus pouvoir accéder aux lieux dédiés à la pratique des activités sociales et culturelles. En outre, ces mêmes salariés règlent **un abonnement annuel** pour utiliser ces installations...en empêcher l'accès reviendrait à leur faire payer un service auquel ils n'ont plus droit, créant ainsi une injustice financière.

Au delà des activités sociales et Culturelles, d'autres problématiques sont à considérer comme les rendez vous avec les assistantes sociales qui sont réalisées sur le site Airbus, l'accès à la conciergerie ou encore les permanences d'Action Logement qui propose des rendez vous sur site tous les mardis comme présenté par la commission logement lors du dernier CSE-E du 30 avril 2025. Ces exemples font évidemment partie d'une liste non exhaustive...d'autres situations pouvant être rencontrées par nos salariés.

Dans ces conditions, il nous paraît très compliqué de mettre en place un principe d'autorisation dont les salarié(e)s ne savent pas sous quelle forme et dans quel délai ils devraient en faire la demande, ni même auprès de qui.

Au lieu de simplifier la sécurité, ces mesures ne feraient qu'en complexifier leur gestion.

***Au regard de ces éléments et des conséquences pour les salariés,
les élu(e)s FO rendront un avis d'abstention***